e-Migrinter

12 | 2014

Les chiffres de l'immigration : un regard critique sur
les statistiques

Bénéfices et coûts de l'immigration : les perspectives macroéconomiques d'une politique d'immigration active en France

Xavier Chojnicki

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/e-migrinter/385>

DOI : 10.4000/e-migrinter.385

ISSN : 1961-9685

Éditeur

UMR 7301 - Migrinter

Édition imprimée

Date de publication : 15 octobre 2014

Pagination : 44-51

ISSN : 1961-9685

Référence électronique

Xavier Chojnicki, « Bénéfices et coûts de l'immigration : les perspectives macroéconomiques d'une politique d'immigration active en France », *e-Migrinter* [En ligne], 12 | 2014, mis en ligne le , consulté le 20 mai 2021. URL : <http://journals.openedition.org/e-migrinter/385> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/e-migrinter.385>

Tous droits réservés

Bénéfices et coûts de l'immigration : les perspectives macroéconomiques d'une politique d'immigration active en France

Xavier Chojnicki

Les perspectives démographiques récentes positionnent la France dans une situation plus favorable par rapport à ses principaux partenaires de l'Union européenne. Avec une fécondité qui reste l'une des plus élevées d'Europe depuis le début des années 2000 et des flux migratoires nets revus à la hausse dans les dernières projections démographiques, le spectre d'un déclin démographique ne semble plus à craindre. Néanmoins, l'allongement de l'espérance de vie se poursuit et devrait nourrir le phénomène de vieillissement démographique. Avec un système de protection sociale essentiellement ascendant (caractérisé en grande partie par des transferts des actifs vers les plus âgés), ce vieillissement démographique se traduira mécaniquement par une dégradation des comptes de la protection sociale.

Au début des années 2000 (Nations-Unies, 2000), le recours à une *immigration de remplacement* était avancé en réponse au déclin démographique annoncé (et en particulier celui de la population active). À cet objectif quantitatif est venue se greffer, quasiment de concert, l'ambition d'un contrôle qualitatif des flux d'entrées : l'*immigration sélective*. L'un des arguments affichés pour soutenir cette inflexion de la politique migratoire était une contribution nette aux finances publiques plus importante de la part des immigrés qualifiés, comparativement à celle des immigrés peu qualifiés (Chojnicki, 2011). Ainsi, l'immigration, en limitant le processus de vieillissement démographique, pourrait contribuer à la réduction du fardeau fiscal associé, phénomène par ailleurs accru par une politique migratoire sélective.

Cet article¹ fournit, à l'aide d'un Modèle d'Équilibre Général Calculable original, une évaluation de la contribution de la politique migratoire à la réduction du besoin de financement de la protection sociale, sur l'horizon du processus de vieillissement démographique (à savoir 2060). L'arrêt de l'immigration à partir de 2010 aboutirait à un creusement de ce besoin de financement de 1 point à l'horizon 2060 (qui passerait à 2,9 % de PIB au lieu de 1,9 %). Une politique migratoire plus volontariste (un doublement du flux net annuel moyen) permettrait de réduire le

¹Cet article a été présenté lors de la journée d'étude « Les chiffres de l'immigration – un regard critique sur les statistiques » du 19 octobre 2011. Les résultats ici reproduits sont tirés d'une version actualisée du modèle intégrant notamment les dernières projections démographiques disponibles à ce jour. Pour une description complète, voir Chojnicki et Ragot (2014).

fardeau fiscal du vieillissement mais au prix de transformations démographiques conséquentes (par exemple, la part des immigrés dans la population totale doublerait quasiment d'ici à 2060). Le gain relatif lié à la sélectivité de la politique migratoire est temporaire et disparaît à long terme.

Le coût social du vieillissement démographique

Le nouveau régime démographique qui se met progressivement en place en France est marqué par un *vieillissement par le haut* (allongement de l'espérance de vie

associé à un maintien de la population en âge de travailler avec un taux de natalité relativement élevé et des flux migratoires nets conséquents) et se trouve être conjoncturellement amplifié par le contre-choc des générations du *baby-boom*. Après avoir provoqué un rajeunissement transitoire de la population, ces générations accentuent à présent le vieillissement en arrivant nombreuses à l'âge de la retraite. Le ratio de dépendance (mesuré ici comme la population des 65 ans et plus rapportée à la population des 16-64 ans) devrait passer d'un peu plus de 25 % en 2010 à plus de 47 % en 2060 (Figure 1).

Figure n°1 : Évolution de la population française.

	2010	2020	2030	2040	2050	2060	2100
Population totale (en milliers)	65 339	68 219	70 753	73 014	74 836	76 509	82 334
Population en âge de travailler (15-64 ans, en milliers)	41 189	41 052	40 996	41 060	41 746	42 525	45 848
Part des immigrés (en % de la population totale)	8.3%	8.6%	8.9%	9.0%	8.9%	8.8%	7.8%
Ratio de dépendance (Pop 65 et plus/ Pop 15-64 en %)	27.7%	34.5%	40.9%	45.6%	46.4%	47.2%	46.9%

Sources : Chardon et Blanpain (2010), Calculs de l'auteur

Les retraites et la santé, qui représentent à l'heure actuelle près de 80 % des dépenses sociales en France, seront les principales branches affectées par ces transformations démographiques. La plupart des rapports et études² s'accordent sur l'ampleur du fardeau financier que va faire peser le vieillissement sur le régime de retraite par répartition. La part du PIB nécessaire au financement des retraites est ainsi passée de 11,6 % en 2000 à 13,8 % en 2010, devrait atteindre 14,1 % en 2020, pour se stabiliser ensuite voire même décroître à l'horizon de la fin du siècle. Les dépenses de santé sont appelées à croître fortement sur la même période, passant de

11 % en 2010 à plus de 14 % en 2060³. Globalement, les besoins de financement cumulés de ces deux branches pourraient atteindre près de 5 % du PIB en 2060, alors que leurs comptes étaient globalement équilibrés au début des années 2000. Les prévisions pour les autres branches de dépenses sociales, sur le même horizon, sont plus optimistes et tablent plutôt sur des excédents, mais qui restent largement insuffisants pour compenser les déficits des deux plus importantes branches (Figure 2).

²Voir par exemple Conseil d'Orientation des Retraites (2012).

³La hausse des dépenses de santé s'explique aussi, et en grande partie, par des changements dans la morbidité et dans les pratiques (Dormont *et al.* (2006)).

Figure n°2 : Évolution des besoins de financement de la protection sociale à long terme.

	2010	2020	2030	2040	2050	2060	2100
Dépenses de protection sociale (en % du PIB)	30.4%	30.6%	30.6%	31.6%	31.8%	31.9%	31.4%
Besoins de financement (en % du PIB)	-0.7%	-0.5%	-0.3%	-1.4%	-1.7%	-1.9%	-1.4%
Retraites (en % du PIB)							
- Dépenses	13.8%	14.1%	13.9%	13.8%	13.5%	13.3%	12.9%
- Besoins de financement	-0.7%	-1.0%	-0.9%	-0.8%	-0.6%	-0.5%	-0.1%
Santé (en % du PIB)							
- Dépenses	11.0%	11.7%	12.5%	13.5%	14.1%	14.2%	14.2%
- Besoins de financement	0.0%	-0.5%	-1.1%	-2.2%	-2.8%	-2.9%	-3.0%
Famille-Logement(en % du PIB)							
- Dépenses Famille	2.8%	2.6%	2.4%	2.5%	2.5%	2.5%	2.5%
- Dépenses Logement	0.8%	0.7%	0.7%	0.7%	0.7%	0.7%	0.6%
- Besoins de financement	0.0%	0.4%	0.6%	0.6%	0.6%	0.5%	0.5%
Chômage (en % du PIB)							
- Dépenses	1.9%	1.2%	0.8%	0.8%	0.8%	0.9%	0.8%
- Besoins de financement	0.0%	0.6%	0.9%	0.9%	0.9%	0.9%	0.9%
Assistance (en % du PIB)							
- Dépenses	0.6%	0.5%	0.5%	0.5%	0.5%	0.5%	0.5%
- Besoins de financement	0.0%	0.1%	0.1%	0.1%	0.1%	0.1%	0.1%

Source : Calculs des auteurs

Le poids de l'immigration dans les finances publiques

Avant de s'interroger sur la contribution de différentes politiques migratoires envisageables à un allègement du fardeau fiscal du vieillissement, il semble primordial de rappeler quelques éléments factuels sur la contribution nette moyenne des migrants aux comptes sociaux. Plusieurs études récentes⁴ montrent qu'en moyenne, les migrants contribuent moins aux recettes de la protection sociale que les autochtones et perçoivent plus de prestations. Cette différence de contributions nettes s'observe essentiellement pendant la période de la vie active (Figure 3). Elle s'explique principalement par des différences de prélèvements : les prélèvements obligatoires versés par un immigré âgé de 40 ans sont, par exemple, inférieurs de près de 20 % au montant acquitté par un natif du même âge. La principale explication tient au moindre niveau de qualification des populations immigrées (par exemple, 53 % des immigrés

âgés de 35 ans en 2008 avait un niveau de diplôme inférieur au baccalauréat, contre 39 % chez les autochtones) et aux difficultés d'insertion qu'ils peuvent rencontrer sur le marché du travail (leur taux de chômage est environ deux fois supérieur au reste de la population). Dans le même temps, les immigrés sont surreprésentés dans certains secteurs tels que le chômage, les aides sociales ou aux familles, dont les prestations sociales concernent pour l'essentiel des individus en âge d'activité. Inversement, après 60 ans, les transferts moyens reçus par les immigrés deviennent inférieurs à ceux des autochtones, notamment parce que les premiers utilisent moins le système de santé (du fait de barrières culturelles et informationnelles, d'une situation économique et sociale plus défavorisée, d'une moindre couverture par des complémentaires⁵) et touchent de plus petites pensions de retraite (car leur carrière professionnelle a été plus courte et heurtée).

⁴Voir notamment Monso (2008) ou Chojnicki *et al.* (2010).

⁵Voir par exemple Dourgnon *et al.* (2009).

Figure n°3 : Structure par âge des prélèvements obligatoires et transferts (en euros).

Source : Chojnicki (2011).

En définitive, même si, pour un âge donné, la contribution nette des migrants est toujours inférieure à celle des autochtones (sauf au-delà de 60 ans), le fait qu'ils soient en moyenne plus jeunes (55 % des immigrés ont entre 25 et 55 ans contre 40 % chez les autochtones), et donc regroupés dans les catégories de contributeurs nets au budget public, va venir entièrement contrebalancer l'éventuel « surcoût » pour certaines branches de la protection sociale. Ainsi, la contribution nette globale de l'immigration au budget des administrations publiques serait positive et de l'ordre de 3,9 milliards d'euros pour l'année 2005⁶. Ce gain potentiel découlant de l'immigration est-il une raison suffisante pour orienter la politique migratoire en réponse au défi du vieillissement démographique ? Pour répondre à cette question, nous utilisons les résultats d'un modèle d'équilibre général calculable appliqué au cas de la France.

L'impact économique de l'immigration ne se réduit pas aux seuls effets sur les finances publiques mais affecte l'ensemble de l'économie (voir encadré ci-dessous). De plus, une simple approche statique ne permet pas de connaître avec précision l'ampleur et le signe de la contribution nette des migrants au système de transferts sociaux. On sait par exemple que les revenus d'une famille d'immigrés croissent avec le temps alors que les services qu'ils reçoivent diminuent ; qu'une partie des immigrés prétendra plus tard comme les natifs à leur pension de retraite, qu'une autre partie non-négligeable retournera dans les pays d'origine après la cessation d'activité. Dès lors, le niveau d'analyse correcte ne peut donc qu'être intergénérationnel de sorte à intégrer les effets de cycle de vie.

⁶Voir Chojnicki (2011, 2013).

L'apport de l'équilibre général

L'approche en équilibre général calculable permet d'évaluer simultanément l'ensemble des effets économiques induits de l'immigration* :

- Le choc d'offre découlant de l'entrée de travailleurs immigrés sur le marché du travail induit un effet de dilution du capital par travailleur. L'entrée de nouveaux travailleurs affecte la productivité des facteurs de production, modifiant ainsi leur rémunération. Une redistribution s'opère dès lors des travailleurs vers les détenteurs du capital physique.
- Une autre redistribution, entre les travailleurs, est également à l'œuvre. Les immigrés étant généralement moins qualifiés que les natifs, leur arrivée entraîne une pression à la baisse du salaire des travailleurs peu qualifiés (facteur substituable) et une hausse de la prime de qualification.
- L'impact budgétaire de l'immigration dépend du type de migrant considéré, de la structure par âge des flux migratoires, mais aussi surtout de leur niveau de qualification.

Les modifications des salaires, du taux d'intérêt et des finances publiques, consécutives à une entrée significative de nouveaux immigrés, ne sont pas sans effets sur les comportements des natifs; en particulier sur leur choix éducatif, d'épargne et d'offre de travail.

**Pour une description complète du modèle, voir Chojnicki Xavier et Ragot Lionel (2011).*

Une France sans immigration

Afin d'évaluer la contribution potentielle de l'immigration à la réduction du fardeau du vieillissement démographique, nous évaluons pour commencer l'impact des flux migratoires tels qu'ils sont anticipés et projetés dans les projections démographiques officielles de l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee) (flux nets annuels d'environ 100 000 personnes). Pour cela, la méthode la plus simple consiste à comparer les résultats du modèle d'équilibre général calculable simulé avec ces flux officiels (*scénario de référence*) aux résultats obtenus par une simulation contrefactuelle dans laquelle tous les flux sont nuls à partir de 2010 (*scénario sans immigration*). L'arrêt de l'immigration a des effets conséquents sur la démographie française (Figure 4). La population totale serait réduite d'environ 11 % en 2060 par rapport au scénario de référence ; l'effet étant encore plus marqué pour la population en âge de travailler, avec une baisse d'environ 13 %. La part des immigrés dans la population française des 15 ans et plus diminuerait alors continuellement

sans grande surprise. Ils ne représenteraient plus que 2,9 % de cette population en 2060 contre 10,3 % dans le scénario de référence. La structure par âge des flux entrants étant relativement jeune (70 % des nouveaux immigrés en 2008 avaient moins de 30 ans), le ratio de dépendance se dégraderait sensiblement dans le scénario *sans immigration* (47,6 % en 2060 contre 44 % dans le scénario de référence). Au niveau macroéconomique, l'effet le plus notable tient dans la réduction du PIB : stopper l'immigration revient à appliquer un choc démographique négatif qui affecte sensiblement la population active, et donc le facteur travail. Cette réduction du PIB, combinée à l'accroissement du ratio de dépendance, joue dans le sens d'un accroissement des dépenses de protection sociale en pourcentage du PIB. Par rapport au scénario de référence, la variante *sans immigration* aboutirait à un accroissement de ces dépenses de 1,1 point de PIB en 2060 et se traduirait par une augmentation mécanique, pratiquement du même montant, du besoin de financement (Figure 5).

Figure n°4 : Structure de la population française pour les différents scénarios.

		2010	2020	2030	2040	2050	2060	2100
Population en âge de travailler (en milliers)	Scénario de référence	41966	41859	41826	41883	42595	43406	46789
	Sans Immig (b)	-0.4%	-2.6%	-5.0%	-7.9%	-10.5%	-13.1%	-23.2%
	Immig non sélective (b)	0.6%	3.6%	6.7%	10.3%	12.5%	14.4%	22.8%
	Immig neutre (b)	0.6%	3.6%	6.6%	10.0%	12.0%	13.5%	20.7%
	Immig sélective (b)	0.6%	3.6%	6.5%	9.8%	11.7%	13.1%	19.6%
Part des immigrés (en % de la population 15 ans et +)	Scénario de référence	9.8%	10.2%	10.5%	10.5%	10.5%	10.3%	9.1%
	Sans Immig (a)	-0.3%	-1.7%	-3.3%	-4.7%	-6.1%	-7.4%	-9.1%
	Immig non sélective (a)	0.4%	2.4%	4.2%	5.7%	7.1%	8.3%	8.9%
	Immig neutre (a)	0.4%	2.4%	4.2%	5.8%	7.2%	8.4%	9.2%
	Immig sélective (a)	0.4%	2.4%	4.2%	5.8%	7.3%	8.5%	9.3%
Ratio de dépendance (Pop 65+ / Pop 15-64 en %)	Scénario de référence	26.8%	33.2%	39.2%	43.6%	43.7%	44.0%	43.7%
	Sans Immig (a)	0.1%	0.9%	2.0%	3.3%	3.4%	3.6%	4.1%
	Immig non sélective (a)	-0.2%	-1.0%	-2.1%	-3.0%	-2.1%	-0.9%	-0.2%
	Immig neutre (a)	-0.2%	-1.0%	-2.0%	-2.9%	-1.9%	-0.5%	0.3%
	Immig sélective (a)	-0.2%	-1.0%	-2.0%	-2.8%	-1.7%	-0.3%	0.6%

(a) Déviation en points de pourcentage par rapport au scénario de référence

(b) Déviation en pourcentage du scénario de référence

Source: Chojnicki et Ragot (2014)

Les effets bénéfiques de l'immigration sur les comptes de la protection sociale proviennent donc essentiellement de la structure par âge des flux nets, globalement plus jeunes que la population française dans son ensemble, et affectent principalement, et sans surprise, les deux branches de la protection sociale les plus sensibles aux évolutions démographiques (retraites et santé).

Des immigrés sélectionnés

Cet effet positif des flux migratoires tels que projetés par l'Insee nous amène assez naturellement à nous interroger sur la contribution d'une politique migratoire plus ambitieuse qui aurait pour objectif de réduire la charge financière du vieillissement démographique. Se pose alors immédiatement la question de la définition des volumes de flux souhaités. Une cible démographique cherchant à contrecarrer le processus de vieillissement n'est pas envisageable. Pour s'en convaincre, les flux migratoires nécessaires pour maintenir constant le ratio de dépendance aboutiraient au doublement de la population française environ tous les quarante ans (Blanchet, 2002). Inversement, un objectif de migrations de remplacement, consistant à utiliser l'immigration à des fins de stabilisation de la taille de la population active, n'a plus de sens en France où cette

population devrait rester globalement stable, au vu des deux derniers exercices de projection de population réalisés par l'Insee (Blanpain & Chardon, 2010). Une manière simple de définir une politique migratoire plus ambitieuse consiste alors à considérer une augmentation des flux qui puisse être jugée réaliste. Les variantes simulées sont donc calées sur des flux migratoires, en proportion de la population française, identiques à ceux observés lors de la dernière grande vague d'immigration lors de la fin des années cinquante (soit environ 0,35 % de la population totale) ce qui revient pratiquement à plus que doubler les flux nets d'ici à 2060 (+260 000 au lieu des +100 000 découlant des projections de l'Insee). Sur la base de ce choc quantitatif, trois variantes, ne se distinguant que par le degré de sélectivité de la politique migratoire, sont simulées. Nous pouvons ainsi mesurer les effets d'une politique migratoire plus ou moins sélective selon le niveau de qualification, sachant que la contribution nette instantanée aux finances de la protection sociale est d'autant plus élevée que les immigrés en âge d'activité sont qualifiés. Dans la variante *immigration non sélective*, les caractéristiques des flux migratoires sont identiques à celles des migrants du scénario de référence. Dans la variante *immigration neutre*, la politique devient sélective et impose une structure par qualification des flux entrants identique à celle de l'ensemble de la population française

du scénario de référence. Dans le dernier scénario, *immigration sélective*, la structure par qualification des flux entrants est similaire à

celle de la génération des natifs les plus qualifiés à chaque période (la génération des 25-34 ans).

Figure n°5 : Besoin de financement de la protection sociale.

	2010	2020	2030	2040	2050	2060	2100
Retraites (en % du PIB)							
Scénario de référence	-0.7%	-1.0%	-0.9%	-0.8%	-0.6%	-0.5%	-0.1%
<i>Sans immigr. (a)</i>	-0.1%	-0.4%	-0.5%	-0.9%	-0.9%	-1.1%	-1.5%
<i>Immig non sélective (a)</i>	0.1%	0.4%	0.8%	1.0%	0.7%	0.7%	0.5%
<i>Immig neutre (a)</i>	0.2%	0.5%	0.9%	1.1%	0.7%	0.6%	0.3%
<i>Immig sélective (a)</i>	0.1%	0.5%	0.9%	1.1%	0.7%	0.6%	0.3%
Santé (en % du PIB)							
Scénario de référence	0.0%	-0.5%	-1.1%	-2.2%	-2.8%	-2.9%	-3.0%
<i>Sans immigr. (a)</i>	0.0%	-0.2%	0.0%	-0.3%	-0.2%	-0.2%	-0.7%
<i>Immig non sélective (a)</i>	0.0%	-0.1%	0.1%	0.5%	0.0%	0.2%	0.5%
<i>Immig neutre (a)</i>	0.0%	-0.1%	0.1%	0.7%	0.1%	0.2%	0.6%
<i>Immig sélective (a)</i>	0.0%	-0.1%	0.1%	0.6%	0.2%	0.3%	0.5%
Total protection sociale (en % du PIB)							
Scénario de référence	-0.7%	-0.5%	-0.3%	-1.4%	-1.7%	-1.9%	-1.4%
<i>Sans immigr. (a)</i>	-0.1%	-0.5%	-0.4%	-1.0%	-0.9%	-1.0%	-2.0%
<i>Immig non sélective (a)</i>	0.1%	0.1%	0.7%	1.3%	0.4%	0.8%	0.8%
<i>Immig neutre (a)</i>	0.1%	0.3%	0.8%	1.7%	0.6%	0.7%	0.9%
<i>Immig sélective (a)</i>	0.1%	0.3%	0.8%	1.7%	0.7%	0.7%	0.7%

Source : Chojnicki et Ragot (2014)

L'augmentation sensible des flux déboucherait sur un accroissement continu de la part des immigrés dans la population des 15 ans et plus, qui atteindrait presque 19 % en 2060 quelle que soit la variante simulée contre 10,3 % dans le scénario de référence (Figure 4). Compte tenu de la structure par âge des nouveaux entrants (compris essentiellement entre 25 et 64 ans), ces chocs migratoires se traduiraient par une augmentation sensible de la population en âge de travailler, entre +13,1 % et +14,4 % en 2060 selon le type de politique migratoire considéré. L'accroissement serait d'autant plus important que la politique migratoire est peu sélective puisque le taux de fécondité est décroissant avec le niveau de qualification. Le choc démographique est globalement symétrique à celui exposé dans la variante *sans immigration*. Cependant, les effets diffèrent quelque peu en fonction de l'horizon temporel retenu, en raison du caractère temporaire de l'impact positif sur le ratio de dépendance, très sensible à la structure par qualification des nouveaux entrants. Dans tous les cas, la baisse du ratio

de dépendance, par rapport à sa valeur dans le scénario de référence, serait maximale en 2040. Ensuite, l'écart se réduirait et deviendrait même positif à l'horizon du siècle pour les politiques plus sélectives. L'effet positif n'est donc que transitoire. Assez logiquement, la réduction du besoin de financement du régime de retraite atteint son point culminant en 2040. Les flux supplémentaires d'immigrés, quelle que soit la structure par qualification, accroissent à court et à moyen terme le nombre de cotisants et ont peu d'impact sur la structure des inactifs, donc *in fine* sur le montant total des pensions. À plus long terme, ces flux vieillissent, entraînant une augmentation du volume des pensions d'autant plus importante que ces nouveaux retraités sont qualifiés. Avec des politiques sélectives, les revenus des cotisants sont plus élevés, mais à moyen terme, la combinaison d'un taux de natalité plus faible et d'une espérance de vie plus élevée l'emporte et réduit les gains financiers qu'octroie une politique plus sélective.

Plus généralement, une politique migratoire plus ambitieuse permettrait de réduire le fardeau fiscal du vieillissement en 2060 d'un peu plus de 30 % indépendamment du degré de sélectivité de la politique migratoire. Ce qui n'est pas négligeable mais reste relativement modéré lorsque l'on compare ces résultats avec les transformations démographiques qu'impliquent ces flux migratoires. D'autant plus, qu'à très long terme (à l'horizon 2100), ces gains disparaissent en grande partie, phénomène par ailleurs accru par une politique migratoire sélective.

Xavier Chojnicki

Maître de conférences à l'Université Lille 2,

Chargé de recherche au Cepii

& chercheur associé à la Chaire

Transitions Démographiques, Transitions

Économiques

xavier.chojnicki@univ-lille2.fr

Bibliographie

Blanchet, Didier (2002) Immigration et avenir démographique, in *Immigration, marché du travail, intégration, Rapport du Commissariat Général du Plan*, pp. 359-365, [\[Disponible sur Internet\]](#)

Chardon, Olivier ; Blanpain, Nathalie (2010) Projections de population 2007-2060 pour la France métropolitaine, *Insee Résultats*, n°1320 4 p. [\[Disponible sur Internet\]](#)

Chojnicki, Xavier (2011) Impact budgétaire de l'immigration en France, *Revue Économique*, vol. 62, n°3, pp. 531-543.

Chojnicki, Xavier (2013) The fiscal impact of immigration in France: A generational accounting approach, *The World Economy*, vol. 39, n°8, pp. 1065–1090.

Chojnicki, Xavier ; Ragot Lionel (2011) *Impacts of immigration on aging welfare-state – An applied general equilibrium model for France*, CEPII Working Papers, n°2011 - 13, 46 p. [\[Disponible sur Internet\]](#)

Chojnicki, Xavier ; Ragot Lionel (2014) *Impacts of immigration on aging welfare-state – An applied general equilibrium model for France*, Fiscal Studies, à paraître.

Chojnicki, Xavier ; Defoort, Cecily ; Drapier, Carine ; Ragot, Lionel ; Rapoport, Hillel (2010), *Migrations et protection sociale : étude sur les liens et les impacts de court et long terme*, Rapport pour la MiRe-Drees, 250 p. [\[Disponible sur Internet\]](#)

Conseil d'Orientation des Retraites (COR) (2012) *Retraites : perspectives 2020, 2040 et 2060, Onzième rapport au Premier Ministre*, COR, 148 p. [\[Disponible sur Internet\]](#)

Dormont, Brigitte ; Grignon, Michel ; Huber, Hélène (2006) Health expenditure growth: reassessing the threat of ageing, *Health Economics*, n°15, pp. 947-963. [\[Disponible sur Internet\]](#)

Dourgnon, Paul ; Jusot, Florence ; Sermet, Catherine ; Silva, Jérôme (2009) Le recours aux soins de ville des immigrés en France, *Questions d'économie de la santé*, n°146, 6 p. [\[Disponible sur Internet\]](#)

Nations-Unies (2000) *Migrations de remplacement, est-ce une solution pour les populations en déclin et vieillissantes ?*, New-York, Nations-Unies / Division de la Population, (ESA/P/WP.160).

Monso, Olivier (2008) L'immigration a-t-elle un effet sur les finances publiques ?, *Revue Française d'Économie*, vol. 23, n°2, pp. 3-56.